

Investiture aujourd'hui de Tebboune

• Le président du FCE: le Président élu doit prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4959 - Jeudi 19 décembre 2019 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

Des établissements baptisés aux noms des personnalités culturelles et artistiques

Après un premier trimestre perturbé

Début aujourd'hui des vacances scolaires

L'impossible destitution de Trump

Par Mohamed Habili

Hier mercredi devait avoir lieu à la Chambre des représentants le vote sur l'impeachment de Donald Trump, vote précédé par une longue lettre envoyée par ce dernier à Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre, dans laquelle il s'est dit victime de la plus grande chasse aux sorcières de toute l'histoire des Etats-Unis, qui pourtant n'en est pas à sa première du genre. Il ne faut évidemment pas s'attendre dans cette affaire à un coup de théâtre, que ce soit d'un camp ou de l'autre, les démocrates ayant pris quant à eux leur précaution pour qu'il ne s'en produise aucun qui soit de leur fait. Les derniers des leurs dont les voix pouvaient leur manquer le jour «j», ce qui le cas échéant serait du plus mauvais effet, ont finalement décidé de voter l'impeachment, c'est-à-dire la mise en accusation de Trump devant le Sénat, en dépit des risques que cela ferait peser sur leur réélection. Il faut savoir que si l'impeachment est quelque chose d'extrêmement rare dans l'histoire des Etats-Unis, c'est essentiellement parce qu'il est éminemment impopulaire. Les électeurs américains n'aiment pas que les élus entreprennent de renverser le président, quel qu'un qu'ils ont élu eux-mêmes. Tous ceux qui auront voté l'impeachment hier se sont donc mis en danger d'être sanctionnés plus tard par leurs propres électeurs. C'est la raison pour laquelle nombre de démocrates, dont leur chef de file à la Chambre Nancy Pelosi, ne s'étaient résolus à s'engager dans cette voie qu'à leur corps défendant.

Suite en page 3

Zaalane, Benyounes, Bedda, Yousfi et le patron de Cima Motors entendus

L'affaire Tahkout une nouvelle fois devant la Cour suprême



Ph/D. R.



La série d'enquêtes judiciaires sur la corruption, notamment celle qui a gangréné l'industrie de montage automobile, s'est poursuivie hier avec le dossier de Mahieddine Tahkout, entre autres, patron de la société Cima Motors. A ce titre, des anciens ministres, Abdelghani Zaalane, Amara Benyounes, Mahdjoub Bedda et Youcef Yousfi ainsi que l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout ont comparu devant le conseiller enquêteur près la Cour suprême.

Lire page 2

Plus de 57% des échanges commerciaux avec les pays du Vieux Continent

L'Europe demeure le principal partenaire de l'Algérie

Cinéma

Le cinéaste Cherif Aggoune n'est plus

Zaalane, Benyounes, Bedda, Yousfi et le patron de Cima Motors entendus

L'affaire Tahkout une nouvelle fois devant la Cour suprême

■ La série d'enquêtes judiciaires sur la corruption, notamment celle qui a gangrené l'industrie de montage automobile, s'est poursuivie hier avec le dossier de Mahieddine Tahkout, entre autres, patron de la société Cima Motors. A ce titre, des anciens ministres, Abdelghani Zaalane, Amara Benyounes, Mahdjoub Bedda et Youcef Yousfi ainsi que l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout ont comparu devant le conseiller enquêteur près la Cour suprême.

Par Lynda Naili

S'inscrivant dans le prolongement et l'approfondissement des premières instructions judiciaires, durant les audiences d'hier, le conseiller enquêteur près la Cour suprême a entendu successivement les prévenus poursuivis pour diverses accusations dont l'octroi d'avantages indus dans les marchés publics, gaspillage de fonds publics, abus de pouvoir, conflit d'intérêts et corruption. Séparément, les anciens ministres de l'Industrie, Youcef Yousfi et Bedda Mahjoub, ainsi que Amara Benyounes en sa qualité d'ex-ministre du Commerce sont poursuivis pour octroi de privilèges injustifiés et conclusion d'un accord en violation des dispositions législatives, alors que Mahieddine Tahkout est accusé de corruption, de blanchiment d'argent et d'avoir obtenu des privilèges indus.

Pour mémoire, le 20 juin dernier, le parquet général près la cour d'Alger avait transmis au procureur général près la Cour suprême, le dossier de l'enquête préliminaire de la police judiciaire de la Gendarmerie nationale d'Alger, pour des faits à caractère pénal, à l'encontre de Mahieddine Tahkout ainsi que dix hauts fonctionnaires de l'Etat dont l'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia, Youcef Yousfi, ancien ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelghani Zaalane, ex-ministre des Travaux publics et des Transports, tous impliqués dans ce lourd dossier de corruption qui continue de défrayer la chronique. De ce fait et dans l'ordre chronologique des faits, le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed (cour d'Alger) a ordonné, le 11 juin dernier, le placement en détention provisoire de dix-neuf personnes, et ce, dans le cadre de l'affaire de Mahieddine Tahkout dans laquelle 45 personnes sont impliquées. Suspecté d'être impliqué dans plusieurs affaires liées à l'obtention d'indus privilèges, l'homme d'affaires ainsi que des membres de sa famille, en l'occurrence son fils Bilal, ses deux frères Rachid et Hamid, avaient comparu le 10 juin dernier devant le tribunal de Sidi-M'hamed dans des affaires liées à l'obtention d'indus privilèges par des cadres de l'Office national des œuvres universitaires (Onou) et du ministère des Transports dans l'affaire liée aux œuvres universitaires ainsi que par des cadres du ministère de l'Industrie et de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), dans une autre affaire liée à la société Cima Motors. Plusieurs hauts fonctionnaires de ces instances ont com-



paru à ses côtés. Le 13 juin, Amara Benyounes, sur décision du juge d'instruction près la Cour suprême, a été mis en détention provisoire à la prison d'El Harrach, et ce, après avoir été auditionné pour des affaires concernant la dilapidation de deniers publics, d'abus de fonction et d'octroi d'indus privilèges. Près d'un mois auparavant, le 16 mai exactement, Amara Benyounes avait comparu pour la première fois, en tant que

témoin devant le juge du même tribunal pour être entendu dans des affaires de corruption et dilapidation de deniers publics devant le juge du tribunal de Sidi M'hamed. Quant à Youcef Yousfi, auditionné dans le sillage de l'affaire Tahkout, il a été placé en juillet écoulé, en détention provisoire à la prison d'El Harrach par le juge enquêteur de la Cour suprême. Entendu pour des affaires de corruption, il avait fait face à plusieurs chefs d'accusa-

tion liés essentiellement à l'octroi d'indus avantages au titre de l'octroi de marchés publics et de contrats en violation des dispositions législatives, dilapidation de deniers publics et d'abus de pouvoir et de fonction. Pour sa part, Mahdjoub Bedda a été placé en détention préventive à la prison d'El Harrach par le conseiller magistrat instructeur près la Cour suprême. Impliqué dans l'affaire Tahkout et celle du patron du groupe Global Motors Industrie

(GM) auquel est affiliée l'usine KIA Algérie de Hacène Arbaoui, il a été poursuivi pour octroi d'avantages non justifiés, la dilapidation de l'argent public, l'abus intentionnel de fonction, la corruption dans la conclusion des marchés publics et le conflit d'intérêts. Ses deux passeports (ordinaire et diplomatique) lui ont également été retirés. Abdelghani Zaalane, ancien ministre des Transports et ex-wali d'Oran, récemment acquitté par le tribunal Sidi M'hamed dans le dossier de financement de la campagne électorale du 5e mandat de l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika, est impliqué dans plusieurs affaires relatives au montage automobile dont celle objet de l'audition d'hier. Zaalane a ainsi été placé en août dernier en détention provisoire par le conseiller instructeur près la Cour suprême, après une audition dans le cadre de l'instruction anti-corruption ouverte à son encontre. En sa qualité d'ex-wali d'Oran, Abdelghani Zaalane, a été poursuivi pour «dilapidation de deniers publics, utilisation illicite en sa faveur ou en faveur d'une tierce personne ou entité de biens publics et abus de fonction». **L. N.**

Plus de 57% des échanges commerciaux avec les pays du Vieux Continent

L'Europe demeure le principal partenaire de l'Algérie

L'essentiel des échanges commerciaux de l'Algérie durant les neuf premiers mois de 2019, s'est effectué avec l'Europe, soit 57,33% de la valeur globale des échanges, selon la direction générale des Douanes.

De janvier à septembre derniers, les échanges entre l'Algérie et les pays européens ont atteint 34,19 milliards de dollars (mds usd), contre 38,13 mds usd pendant la même période de 2018, en baisse de -10,33%, selon les données statistiques de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Les pays d'Europe demeurent ainsi les principaux partenaires de l'Algérie, sachant que 62,54 % des exportations algériennes et 52,96% de ses importations proviennent de cette région du monde, dont les pays de l'Union européenne. En effet, les exportations algériennes vers les pays européens ont atteint durant les neuf mois de l'année en cours, près de 17,02 mds usd, contre 19,41 mds usd, durant la même période de 2018, enregistrant ainsi une baisse de -12,34%. De son côté, l'Algérie a importé des pays d'Europe pour 17,17 mds usd, au cours des neuf mois 2019,

contre près de 18,72 mds usd à la même période de 2018, soit une baisse de -8,25%. La France, l'Italie, l'Espagne et la Grande-Bretagne restent les principaux pays partenaires de l'Algérie en Europe, a précisé la même source. Les pays d'Asie occupent, pour leur part, la seconde position dans les échanges commerciaux de l'Algérie, avec une part de 24,46 % de la valeur globale, pour atteindre un montant de 14,58 mds usd, contre 14,17 mds usd, enregistrant une légère hausse de 2,92%. La Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite et la Corée sont les principaux pays partenaires de l'Algérie dans cette région du monde, selon les données des Douanes. Par ailleurs, les pays d'Amérique ont occupé la troisième place avec une part de 12,50% de la valeur globale des échanges commerciaux avec l'Algérie, pour totaliser un montant de 7,45 mds usd les neuf mois 2019 contre près de 9,86 mds usd, à la même période en 2018, en baisse de 24,40%. Les exportations algériennes vers les pays d'Amérique ont baissé de 39,33%, totalisant 3,21 mds usd, contre 5,29 mds usd. Les principaux partenaires de l'Algérie de

cette région d'Amérique sont : l'Argentine, les Etats unis d'Amérique et le Brésil.

Algérie-Afrique : hausse de 4% des échanges commerciaux

Par ailleurs, la DEPDP a révélé que les échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays d'Afrique ont connu une amélioration de 4,02%, pour atteindre près de 2,66 mds usd, sur les neuf mois 2019, contre 2,55 md usd à la même période de 2018. Les pays africains dont les pays de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), ont acheté des produits algériens pour un montant de 1,68 mds usd, contre près de 1,63 md usd, en hausse de 3,39%. L'Algérie a importé de cette région pour une valeur de 974,87 millions usd, contre 927,30 millions usd, soit une augmentation de 5,13%. Les principaux partenaires du pays durant cette période sont l'Egypte, la Tunisie et le Maroc. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la région d'Océanie ont connu une évolution de +28%, passant de 583,92 millions usd à 747,40 millions

usd. En effet, l'Algérie a exporté vers l'Océanie pour un montant de 385,94 millions usd, contre 184,70 millions usd, en hausse de 108,96% et a importé de cette région pour 361,46 millions usd, contre 399,22 millions usd, en baisse de 9,46%. L'Australie et la Nouvelle Zélande sont les principaux partenaires de la région d'Océanie de l'Algérie. Le total général des échanges globaux de l'Algérie avec les différentes zones géographiques durant les neuf mois 2019 a atteint près de 59,64 mds usd, contre près de 65,31 mds usd, à la même période en 2018, en baisse de 8,68%. En général, les cinq principaux clients de l'Algérie, durant la période de référence, sont : la France, l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Les principaux fournisseurs de l'Algérie sont la Chine, la France, l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne. Durant les neuf premiers mois de 2019, les exportations de l'Algérie ont totalisé près de 27,21 mds usd, en baisse de 12,43%, alors que les importations ont atteint près de 32,43 mds usd, en baisse, également, de 5,27%, rappelle-t-on.

Meriem Benchaouia

Après un premier trimestre perturbé

Début aujourd'hui des vacances scolaires d'hiver

■ Les élèves des trois paliers «primaire, CEM, lycée» vont partir en vacances d'hiver dès aujourd'hui et devront entamer leur deuxième trimestre le 5 janvier 2020. Ce premier trimestre a été calme pour les élèves des CEM et des lycées, mais ceux du primaire ont été perturbés par des grèves cycliques de trois jours.

Par Thinhinene Khouchi

Enfin les vacances d'hiver ! Dès aujourd'hui, plus de 9 millions d'élèves vont partir en vacances d'hiver au titre de l'année scolaire 2019-2020. Au total, 9 110 000 élèves vont tout d'abord récupérer les bulletins des résultats scolaires du premier trimestre puis entamer deux semaines de vacances. Les élèves des trois paliers devront rejoindre les bancs d'école pour entamer le deuxième trimestre le 5 janvier. Mais si ce premier trimestre a été calme pour certains, d'autres ont plutôt été perturbés par des grèves cycliques de trois jours. En effet, les enseignants des CEM et des lycées ont préféré garder leur calme pour ce premier trimestre contrairement à ceux du primaire qui ont entamé dès le 6 octobre une grève d'une journée puis devant le silence de Belabed et l'échec des réunions avec les représentants du ministère de l'Education nationale, les enseignants sans couverture syndicale avaient opté pour une grève cyclique de trois jours, à savoir «lundi, mardi et mercredi» et ont organisé des sit-in devant l'annexe du ministère de l'Education nationale. En effet, durant des semaines, les élèves du primaire ont été perturbés par



Ph. > D. R.

ces grèves et au lieu d'avoir cinq jours de cours ils n'avaient que deux, à savoir «dimanche et jeudi». Ils avaient aussi boycotté les examens prévus du 1^{er} au 5 décembre avant de renoncer à cette décision et passer les examens la semaine passée. Ce premier trimestre a vu aussi la création de la coordination des enseignants du primaire et la rupture de confiance entre les enseignants du primaire et les syndicats de l'éducation. Cette coordination qui a réussi à gagner la confiance des milliers d'enseignants du primaire promet de maintenir son mouvement de

grève cyclique et même d'opter pour une grève illimitée après les vacances scolaires si les revendications des enseignants ne sont pas prises «sérieusement» en charge. La coordination appelle aussi le ministre de l'Education «en personne» à tenir une réunion avec les représentants de la coordination des enseignants du primaire pour trouver les réponses et des solutions à leurs revendications. A ce propos, parmi les revendications soulevées par les enseignants, on cite l'amélioration des conditions de travail et les moyens pédagogiques nécessaires, l'uni-

formisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du primaire, limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et de les dispenser des séances d'éducation sportive ou de surveillance des élèves. Comme ils requièrent la révision du décret exécutif n° 12/240 portant sur le statut principal des corps communs de l'Education nationale, le reclassement, l'augmentation des salaires et la réduction du volume horaire. T. K.

L'Algérie entame une nouvelle ère Investiture aujourd'hui de Tebboune

L'Algérie s'apprête à inaugurer une nouvelle ère politique à la faveur de l'investiture de Abdelmadjid Tebboune qui prètera serment aujourd'hui en qualité de nouveau président de la République. La cérémonie d'investiture se déroulera en présence des plus hautes autorités civiles et militaires du pays, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie et ce, après l'annonce, lundi dernier, par le Conseil constitutionnel des résultats définitifs de l'élection présidentielle qui s'est déroulée le 12 décembre 2019. Le Président Tebboune qui a remporté cette élection avec un taux de 58,13%, prendra ses fonctions juste après la prestation de serment, conformément à l'article 89 de la Constitution qui stipule que «le président de la République prètera serment devant le peuple et en présence de toutes les hautes instances de la nation, dans la semaine qui suit son élection. Il entre en fonction aussitôt après sa prestation de serment». M. Tebboune qui a brigué la magistrature suprême en tant que candidat indépendant, a promis lors de sa première sortie médiatique,

de concrétiser les 54 engagements contenus dans son programme électoral, à commencer par une révision «profonde» de la Constitution qui donnera naissance à «une nouvelle République». Il s'est également engagé à amorcer «un dialogue sérieux au service de l'Algérie et seulement l'Algérie», tout en tendant la main au hirak. M. Tebboune a affirmé, en outre, que la lutte contre la corruption se poursuivra et que «la grâce présidentielle ne touchera pas les personnes impliquées dans des affaires de corruption». Les problèmes de la jeunesse figurent en pôle position dans son programme, puisqu'il s'est engagé à rester à l'écoute de cette frange de la société, annonçant dans ce contexte que le nouveau gouvernement «comptera dans ses rangs des ministres jeunes».

Le président du FCE: le Président élu doit prendre des mesures d'urgence pour sauver les entreprises

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Mohamed Samy Agli, a appelé mercredi le président de la République élu, Abdelmadjid Tebboune, à prendre des

mesures d'urgence pour sauver les entreprises algériennes «en difficulté». «Nous tenons à féliciter le président pour son élection, il fallait avoir un chef et on en a un. Il faut qu'on avance et qu'on aille vite sur le plan économique (...) l'économie n'attend pas, le temps c'est de l'argent, et aujourd'hui on a des décisions d'urgence à prendre», a indiqué M. Agli sur les ondes de la Radio nationale. Le président du FCE a mis l'accent, dans ce sens, sur la gravité de la «crise économique» qui s'est installée dans la plupart des filières en Algérie, notamment le BTPH, l'industrie pharmaceutique, les services, les TPE/PME. Selon lui, 60% du tissu économique algérien est «sinistré» avec plus de 650 000 emplois perdus dans les différents secteurs d'activités. Cette situation exige «un engagement de très haut niveau, rompre avec les pratiques du passé et écouter ce que la communauté d'affaires réclame», selon M. Agli qui a invité le Président élu à porter un «message d'espoir» aux entreprises pour la préservation des postes d'emploi et le maintien du processus de création de richesse. «Il faut aller vite. L'entreprise algérienne

n'a pas les moyens d'attendre plus longtemps et de subir cette situation économique dramatique», a-t-il averti. Dans ce sens, il a plaidé pour des actions «courageuses» destinées à réformer «profondément» l'ensemble de l'encadrement juridique de l'économie et à faciliter davantage l'acte d'investir, tout en associant les acteurs économiques dans la prise de décisions. «Il n'est pas normal qu'on nous demande une armada d'autorisations pour pouvoir créer de la richesse. Il n'est pas normal que le système bancaire demeure un frein pour l'économie alors que le mouvement des capitaux est de plus en plus facile à faire, partout dans le monde», a-t-il déploré. Qualifiant la bureaucratie de «danger d'Etat qui touche même à la souveraineté du pays», il a insisté sur l'importance de miser sur la technologie et la digitalisation. Pour le président du FCE, le plus grand défi de la prochaine période est la reprise de la confiance, notamment entre les acteurs économiques et l'administration : «Il ne faut pas mettre l'ensemble des acteurs économiques dans le même sac. Parmi les entrepreneurs, il y a ceux qui ont réussi

LA QUESTION DU JOUR

L'impossible destitution de Trump

Suite de la page une

S'ils avaient été certains que cela ne serait d'aucune conséquence négative sur eux, collectivement et individuellement, ils n'auraient pas hésité aussi longtemps avant de l'enclencher. Ils s'y seraient probablement mis dès le début de l'élection de Trump, ainsi d'ailleurs que l'aurait voulu Hillary Clinton, qui en avait donné le signal dans le discours même où elle reconnaissait sa défaite. Il n'est pas exagéré par conséquent de dire que Trump a bien été l'objet d'un traitement spécial, aussi féroce qu'incessant. Chose qu'il exprime lui-même en se posant en victime de la plus grande chasse aux sorcières de l'histoire des Etats-Unis, encore qu'en l'espèce il n'y ait qu'une seule sorcière : lui-même. Mais s'il n'y a pas de suspense du côté des démocrates, il n'y en a pas non plus chez les républicains, qui voteront tous en faveur du mis en cause. Ainsi le risque que Trump soit destitué est nul. De là la question qui se pose de savoir pourquoi les démocrates se sont-ils lancés dans une entreprise qui non seulement n'a aucune chance d'aboutir, mais qui peut se retourner contre eux. Qu'elle n'ait aucune chance d'aboutir, c'est le rapport de force au Sénat, en faveur des républicains, qui le veut. Serait-ce alors qu'ils aient gagné à leur cause un certain nombre de républicains, un exploit qui ne se révélerait qu'au moment du vote, à la toute fin de la procédure ? Il faudrait dans cette hypothèse qu'ils aient pu retourner un paquet de sénateurs républicains, car si l'impeachment est voté à la majorité simple des représentants, la destitution quant à elle doit l'être à la majorité des deux tiers. Ce qui ne peut advenir que si un pan entier des républicains lâche Trump, que si un bouleversement, une révolution se produit au Sénat. On conviendra, un scénario des plus improbables. De sorte que si il y a une justification à leur attitude, elle ne peut être qu'irrationnelle. En fait, ils ont voté l'impeachment non pas en vue de destituer Trump, ce qu'ils savaient impossible, mais en haine irrépressible de lui. M. H.

honnêtement et qui souffrent du poids de la bureaucratie». Concernant la problématique du foncier industriel, le président du FCE a fait savoir que cette organisation patronale venait d'installer une commission ad hoc composée d'experts et de chefs d'entreprises des différentes régions du pays afin d'élaborer un «livre blanc» qui doit être remis au président de la République, sur les moyens d'assurer l'accès équitable au foncier. Younés F.

Sahara occidental

Congrès du Polisario à partir d'aujourd'hui à Tifariti

■ Sous le slogan «Combat, résistance et sacrifice pour parachever la souveraineté de l'Etat sahraoui», le 15^e congrès du Front Polisario débutera aujourd'hui à Tifariti (territoires sahraouis libérés) avec la participation de 2 000 congressistes de différentes franges de la société sahraouie.

Par Hatem B.

Le congrès prévu sur cinq jours et précédé par plusieurs conférences préparatoires, intervient dans un contexte particulier imposant de nombreux défis à relever, notamment face à la persistance d'une situation de blocage du processus de règlement du conflit au Sahara occidental, en raison des politiques d'intransigeance et d'entrave de l'occupant marocain. Le président du Comité préparatoire du congrès, Khatri Adouh, a réaffirmé «la volonté ferme de faire de ce rendez-vous un succès qui vise principalement à mobiliser tous les efforts pour parachever la souveraineté de l'Etat sahraoui sur l'ensemble de son territoire», soulignant l'importance exceptionnelle de ces assises en termes de «stratégie de lutte, aspect organisationnel et progrès dans la voie de l'octroi, de la libération et de l'achèvement de la souveraineté». Pour le responsable sahraoui, le congrès sera l'occasion «pour passer en revue toutes les options, notamment les moyens d'accélérer le plein exercice des droits du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance», comme l'ont souligné de nombreux responsables sahraouis, dont le Premier ministre Mohammed El-Ouali Akkeik. A moins d'une semaine de la tenue du Congrès du Front Polisario, l'Onu a réaffirmé ses responsabilités envers le peuple sahraoui et son droit inaliénable à l'autodétermination. Dans ce sillage, l'as-



semblée générale des Nations unies a adopté une nouvelle résolution, réitérant son soutien au processus politique mené par l'organisation internationale, pour le règlement de la question du Sahara occidental. Les conférences préparatoires du 15^e congrès du Polisario avaient débuté au mois de novembre écoulé, au niveau de toutes les segments de la société sahraouie y compris parmi la communauté à l'étranger. Les participants ont été unanimes à relever l'impératif de conférer une plus

grande importance à l'institution militaire et d'accorder de l'intérêt au combattant sahraoui, appelant à mettre en avant la revendication du peuple sahraoui à la liberté et l'autodétermination à travers des positions décisives pour régler la question sahraouie. Le président Ghali: tenue du congrès dans des circonstances particulières s'exprimant lors de l'ouverture de la Conférence nationale préparatoire à Tifariti, le président de la République démocratique arabe sahraouie (RASD), secrétaire

général du Front Polisario, Brahim Ghali, a indiqué que la Conférence précédant le congrès «est célèbre dans des circonstances particulières et face à des défis sur différents fronts, du fait de la politique d'intransigeance et d'obstruction du régime d'occupation marocain, avec le soutien clair de la France, au processus de paix et à la recherche d'une solution définitive». Après plus de 28 ans de cessez-le-feu signé entre le Front Polisario et le Maroc sans atteindre l'objectif escompté, à

savoir l'organisation d'un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui, a poursuivi le président sahraoui, «le Front populaire souligne qu'il ne peut continuer à traiter de la même manière avec les efforts de l'Onu, à moins que le Conseil de sécurité n'assume sa responsabilité et ses engagements de mettre en œuvre toutes les dispositions établies dans le plan de l'accord Onu-UA, approuvé en 1991». Saluant l'Armée de libération populaire sahraouie (ALPS), M. Ghali a ajouté que cette 15^e édition du congrès opérera un véritable changement, à travers lequel le peuple sahraoui fera comprendre que «rien ne l'empêchera» de poursuivre sa juste lutte, par tous les moyens légitimes, jusqu'au recouvrement de sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la RASD. «Ce sont là, des défis qui interpellent les militantes et militants du Front Polisario quant à l'importance de la mobilisation des capacités en vue de donner une forte impulsion au processus de construction d'une force autonome respectable et capable de réunir les conditions de la victoire», a insisté le président sahraoui. Pour le président Ghali, la situation actuelle nécessite «une évaluation minutieuse et une analyse objective de l'ensemble du plan d'action national entre les deux congrès, en particulier, et de la situation de notre lutte de libération en général...».

H. B./APS

Cueillette des olives

La convivialité et l'entraide animent les champs

Une ambiance de convivialité et d'entraide anime depuis quelques jours les champs oléicoles à la faveur du début de la cueillette des olives lancée à travers les différentes régions de la wilaya de Bouira, a-t-on constaté.

Dans un climat de joie et sous un soleil clément, les familles bouiriennes notamment celles des zones rurales sont sorties depuis quelques jours dans les champs pour cueillir leurs olives avant l'arrivée des

intempéries. Ainsi, les filets de ramassage des olives de toutes couleurs ont permis aux champs de reprendre les couleurs de la saison. Dans les oliveraies, une ambiance particulière de convivialité et d'entraide marque la campagne sous le bruit et les cris des enfants accompagnant chaque jour leurs familles. Dans la partie Est de la wilaya, la campagne de la cueillette des olives a déjà démarré depuis plus d'une semaine. Les familles des paysans profitant du soleil dominant, ont repris le chemin des vergers oléicoles en mobilisant les outils indispensables à la conquête des oliveraies, dont échelles, bâches, scies, ciseaux et peignes. «La cueillette des olives dans notre région est une activité économique ancestrale reflétant nos traditions et notre façon de vivre», a expliqué Oulaid, oléiculteur de la région d'Aguouillal (El Adjiba). «La cueillette des olives est devenue un acte obligatoire à accomplir

chaque saison, car il représente pour nous l'honneur de la famille», a estimé Oulaid. Selon beaucoup d'oléiculteurs de la région, la saison oléicole de cette année est fructueuse malgré une légère régression prévisionnelle enregistrée par la direction des services agricoles (DSA). Les cueilleurs ne lésinent aucunement sur les moyens afin de bien exploiter les oliviers avant le retour des pluies. Avec un esprit de solidarité, certains paysans et leurs familles terminent parfois très tôt leur collecte, et viennent souvent en aide aux proches qui en ont besoin. «Chaque année, nous terminons notre cueillette, et nous aidons les autres familles à terminer la leur, c'est sacré et ancré dans nos traditions de fraternité, donc nous faisons ça dans le cadre de la touiza (bénévolat)», a expliqué Ouardia, une jeune femme, paysanne d'Aguouillal. Tôt le matin, les villageois entourent les oliviers, certains en gaulant et d'autres en ramassant les

olives tombées à terre. Il est vrai que le ramassage des olives est une besogne harassante et fatigante, mais il contribue à la consolidation des liens familiaux et entre villageois. Les services agricoles de la wilaya (DSA) tablent cette année sur une production estimée à 7,7 millions de litres de l'huile d'olive, une production en baisse par rapport à l'année précédente, selon Louiza Amirat, cheffe de service de l'oléiculture à la DSA. «Nos prévisions de production sont établies exactement à 7 700 000 litres d'huile d'olive, une production en baisse par rapport à l'année précédente, selon Louiza Amirat. Selon les statistiques prévisionnelles données par la même responsable, le rendement de la production sera de 17,70 litres par quintal.

Khaled F.

28^e édition

Algérie Télécom participe à la Foire de la production algérienne

ALGÉRIE TÉLÉCOM prendra part à la 28^e édition de la Foire de la production nationale, qui se déroulera du 19 au 28 décembre 2019, sous le thème «Algérie: une économie diversifiée, créatrice et compétitive», au niveau du Palais des expositions pavillon A, Pins maritimes- Alger. Cette édition sera marquée par la participation de plus de 500 entreprises nationales, publiques et privées, et une présence en force des industries militaires. Ça sera aussi l'occasion à plus de 50 start-up d'exposer leurs expériences au niveau d'un pavillon qui sera une véritable pépinière d'idées et d'opportunités. Cette manifestation constituera, pour les opérateurs, l'occasion d'asseoir une vision commune de l'avenir de la production nationale et de faire connaître les capacités de production de chaque exposant. Par cette participation, Algérie Télécom leader des TIC en Algérie, exprime son soutien aux actions de coopération et de promotion de la production algérienne, visant ainsi à hisser et accroître l'économie nationale.

Adoption des TIC en 2019

L'Algérie réalise de nouveaux progrès

■ L'Algérie a réalisé de nouveaux progrès dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), notamment en matière d'adoption des TIC, de téléphonie et haut débit mobile et au nombre d'utilisateurs internet, selon le rapport du Forum économique mondial (FEM) sur la compétitivité mondiale pour l'année 2019.

Par Souheil T.

L'Algérie est classée à la 76^e place au niveau mondial en matière d'adoption des TIC,



PH.D. R.

gagnant, en une année, 7 places dans ce classement après avoir occupé la 83^e place en 2018. «Ce résultat dénote du saut qualitatif enregistré au niveau des principaux indicateurs pris en compte

pour l'établissement du classement», indique le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du numérique dans un communiqué, citant ce rapport. S'agissant de

l'indicateur relatif à l'abonnement à la téléphonie mobile, l'Algérie est classée à la 61^e place à l'échelle mondiale en 2019, après avoir occupé la 66^e en 2018 et la 109^e en 2016, soit un

avancement de 48 positions depuis 2016. En outre, l'Algérie est classée à la 35^e place en matière de haut débit mobile en 2019, après avoir été à la 44^e en 2018 et à la 98^e en 2016, soit un avancement de 63 positions depuis 2016. Concernant le nombre d'utilisateurs internet, l'Algérie est passée de la 106^e place en 2016 à la 91^e en 2018 puis à la 83^e en 2019, soit un avancement de 23 positions depuis 2016. Ce nouveau classement «traduit les efforts consentis par l'Algérie pour le développement de la société de l'information et l'amélioration de l'accès à l'internet pour tous les citoyens», souligne le ministère. Il est à rappeler que le Forum économique mondial, créé en 1971 et connu pour sa réunion annuelle de Davos, est une fondation à but non lucratif dont le siège se trouve à Genève en Suisse.

S. T./APS

Changes

La livre sterling en baisse face à l'euro et au dollar

La devise britannique continuait à perdre du terrain hier face à l'euro et au dollar, au lendemain d'une séance de forte baisse face aux deux monnaies, suite au retour des craintes d'un Brexit dur. Vers 10h25 GMT, (11h25 à Alger) la livre sterling valait 84,97 pence pour un euro, en baisse de 0,07% et perdait 0,22% face au billet vert, à 1,3102 dollar. «Boris Johnson a mis un terme à la fête alors qu'elle venait juste de commencer» en décidant de «faire monter la température dans les négociations commerciales avec l'Union européenne en écartant la possible extension de la période de transition après 2020», a ironisé Josh Mahony, analyste chez IG. Une situation qui «fait pression» sur la livre, selon Lee Hardman et Fritz

Louw, de MUFG, entraînant une «correction» après la hausse qui a immédiatement suivi l'annonce des résultats jeudi dernier. La devise britannique s'était alors envolée aux alentours des 2% face à l'euro et au dollar. Elle est depuis retombée à ses niveaux du début de la semaine dernière, perdant notamment mardi en l'espace d'une séance plus de 1,5% face aux deux monnaies. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a mis la pression sur Bruxelles mardi pour conclure au plus vite un accord commercial post-Brexit, avant la fin 2020, faisant resurgir les craintes d'une sortie sans accord dommageable à l'économie britannique si la complexe négociation d'un traité de libre-échange n'est pas achevée à cette échéance. Hier,

la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a estimé de son côté que l'absence d'accord (ou «no deal») sur la future relation entre l'Union européenne et Londres aurait «plus d'impact sur le Royaume-Uni» que sur les Européens. Par ailleurs, l'inflation au Royaume-Uni est restée stable à 1,5% en novembre comparé à octobre, un plus bas depuis fin 2016. Cela donne, selon les analystes, de la marge de manœuvre à la Banque d'Angleterre pour baisser ses taux directeurs afin de soutenir l'économie britannique. Par ailleurs, le dollar se reprenait un peu face à l'euro vers 10h25 GMT, gagnant 0,15% face à la devise européenne, à 1,1133 dollar pour un euro.

Malek Y./APS

Japan

Les exportations poursuivent leur baisse en novembre

Les exportations japonaises ont connu en novembre un déclin pour un douzième mois consécutif, sous l'effet du ralentissement des livraisons vers la Chine et les Etats-Unis, ce qui alimente les craintes d'une contraction de l'économie nipponne – dépendante des exportations – au quatrième trimestre. D'après les statistiques officielles communiquées hier, les exportations du Japon ont chuté le mois dernier de 7,9% en rythme annuel, un déclin toutefois moins important que

ne l'anticipaient en moyenne les analystes (-8,6%). Il s'agit de la plus longue période de contraction des exportations depuis celle de 14 mois qui a pris fin en novembre 2016, alors que les livraisons d'automobiles vers les Etats-Unis et de produits chimiques vers la Chine ont reculé. L'économie japonaise a progressé au troisième trimestre à un rythme nettement plus important qu'attendu, selon des données publiées la semaine dernière, du fait du rebond de l'investissement

et de la résistance de la consommation privée. Mais les inquiétudes demeurent sur l'essoufflement de l'économie nipponne alors que le gouvernement a relevé en octobre la TVA et affecté ainsi la confiance des entreprises et des ménages. La troisième puissance économique mondiale subit de plein fouet les effets des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, ses deux principaux marchés d'exportation. D'après les statistiques du ministère japonais des Finances, les livrai-

sons à destination de la Chine ont reculé en novembre de 5,4% en rythme annuel, soit un neuvième mois consécutif de déclin. Les exportations vers les Etats-Unis ont diminué pour un quatrième mois consécutif, chutant le mois dernier de 12,9% en rythme annuel. Les importations du Japon ont décliné de 15,7% en rythme annuel, soit leur plus important recul depuis octobre 2016, alors que le consensus donnait une diminution de 12,7%.

Salem K.

Charbon

La demande asiatique va booster les exportations australiennes

La demande croissante de charbon en Inde et en Asie du Sud-Est, tirée par l'augmentation de la consommation d'électricité, devrait alimenter une forte augmentation des exportations de charbon australien au cours des cinq prochaines années, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Une hausse de 4,6% de la production d'électricité à base de charbon en Inde devrait entraîner la plus forte augmentation de la demande de charbon, tandis qu'une forte croissance économique en Indonésie et au

Vietnam devrait augmenter la demande de charbon de 5% dans ces pays au cours des cinq prochaines années, a précisé l'AIE dans un rapport publié mardi. Selon l'AIE, l'augmentation de la demande en Inde et en Asie du Sud-Est compenserait la diminution de la demande de charbon aux Etats-Unis et en Europe en raison d'une forte augmentation de la part de l'électricité produite par les énergies renouvelables. L'année dernière, la consommation mondiale de charbon a augmenté de 1,1%,

dans la lignée du rebond de 2017 (après 3 années de baisse entre 2014 et 2016) et devrait rester stable jusqu'en 2024, a indiqué l'agence, rappelant que les exportations australiennes de charbon ont augmenté de 0,8% l'année dernière pour atteindre 382 millions de tonnes, ce qui, combiné à des prix plus élevés, a généré des revenus records de 67 milliards de dollars américains et a fait du charbon un minerai plus important que le fer dans le pays. La production de charbon australien devrait augmenter de

1,4% par an, passant de 409 millions de tonnes en 2018 à 444 millions de tonnes en 2024, selon les prévisions de l'agence internationale. Dans les détails. Les exportations australiennes de charbon thermique, utilisé pour la production d'électricité, devraient passer de 203 millions de tonnes à 223 millions de tonnes au cours de la même période, tandis que les exportations de charbon à coke, utilisé pour la production d'acier, devraient augmenter de 179 millions de tonnes à 196 millions de

tonnes. Le charbon devrait rester la principale source d'approvisionnement en électricité au cours des cinq prochaines années, bien que sa part passera du sommet de 38% atteint en 2018 – en hausse de 2% par rapport à l'année précédente – à 35% en 2024. Selon le rapport, la part de l'Australie sur le marché mondial des exportations augmentera, suscitant des appels à de nouvelles mines de charbon dans le Queensland et en Nouvelle-Galles du Sud. **A. O.**

/agences

Ghardaïa

Travaux en cours pour la mise à niveau de 136 km de la RN-51 à El-Menea

■ Les travaux sont en cours pour la mise à niveau d'un tronçon de 136 km de la route RN-51 reliant El-Menia (Ghardaïa) à la limite territoriale de la nouvelle wilaya de Timimoun, a-t-on appris hier de la direction des travaux publics de la wilaya de Ghardaïa.

Par Nassima A.

Le tronçon, dont les travaux ont été scindés en plusieurs tranches (30, 29, 20 et 57 km) a atteint actuellement un taux de réalisation estimé à plus de 50%, a indiqué le DTP, Ali Teggat, précisant que 66 km de ce tronçon sont achevés et seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours. La mise à niveau d'une distance de 20 km sera lancée au début de l'année 2020, en attendant les crédits de paiement pour entamer le reste des 57 km déjà programmés, a ajouté M. Teggat. Ce projet de modernisation et de renforcement de la RN-51, qui constitue un catalyseur du développement durable des wilayas du Sud-ouest, aura des retombées positives sur les différents aspects de la vie économique et sociale et un appui au développement de la région, a-t-il signalé. L'objectif de ce chantier est de mettre à niveau cet axe important en le rendant conforme aux routes nationales «sur le plan géométrique», par l'élargissement de la chaussée à 7,6 mètres avec des accotements de 2x 2,5 m et l'éradication de la multitude de «points noirs» sur cet axe ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le DTP. Une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale

(balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi que l'aménagement d'intersections, a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés. La modernisation et le renforcement de cet axe routier (RN-51) créée en 1968, selon les archives de la DTP, est de nature à améliorer la fluidité du trafic et la sécurité routière, d'éliminer des «points noirs» et de réduire la durée du trajet, tout en contribuant à favoriser l'essor économique et social des wilayas du Sud et du Sud-ouest du pays (régions du Touat, du Gourara et d'El-Menia). La route en question, qui va désenclaver les régions et propulser l'économie locale, vise

également à accompagner la croissance démographique et urbanistique de ces régions, ainsi qu'à améliorer et faciliter la circulation des personnes et des biens entre régions, notamment dans le trafic lourd des convois transportant des hydrocarbures et le ciment après la création d'une raffinerie et d'une cimenterie dans la wilaya d'Adrar, en plus des perspectives de développement des secteurs agricole, touristique, commercial et industriel, a ajouté la même source. Le réseau routier de la wilaya de Ghardaïa est constitué de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'zab non encore classée), dont une cinquantaine de kilomètres



dédoublées, en plus de 292 km de chemins de wilaya et 463 km de routes communales, dont 258 km revêtus. Le trafic enregistré sur la RN-51 est estimé à plus de 3 000 véhicules/jour, dont 40% de poids lourds, selon la DTP de Ghardaïa. N. A./APS

El-Oued

Prévision de récolte de 1,5 million de quintaux de tomates de fin de saison

Une récolte prévisionnelle estimée à plus de 1,5 million de quintaux de tomate de fin de saison est attendue pour la saison agricole actuelle (2019/2020) à travers la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris auprès de la Chambre locale de l'Agriculture. Cette production prévisionnelle est attendue sur une superficie cultivée de 3 500 hectares, en hausse de plus de 70% par rapport à la saison agricole précédente au vu des résultats «encourageants» enregistrés, a indiqué le

président de la Chambre de l'agriculture de la wilaya, Bekkar Ghemmam Hamed. La culture de la tomate de plein champ est menée notamment dans les communes de Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui et Reguiba, des communes au fort potentiel agricole favorable à la culture de ce légume de large consommation. Une grande partie, soit quelque 70% de la production de la wilaya, est produite au niveau des exploitations agricoles de Magrane, une commune qui dispo-

se aussi d'un marché national de commercialisation de la tomate. La wilaya d'El-Oued, réputée pour la culture de la tomate de plein champ dont la récolte s'étale de début décembre à fin février et s'accapare en cette période 90% de la production nationale, est connue aussi pour sa production d'autres variétés de tomates destinées à la consommation et à la transformation, avec un rendement moyen avoisinant les 400 quintaux à l'hectare, selon la même source. Samy Y.

Tissemsilt

Fibre optique pour plus de 20 antennes communales

Plus de 26 annexes communales de la wilaya de Tissemsilt ont été raccordées au réseau de fibre optique jusqu'à fin novembre dernier, a-t-on

appris du directeur de télécommunications et de technologies numériques, Abdeslam Bendakmou. En présentant un exposé sur son secteur lors des

travaux du conseil exécutif, il a indiqué que cette opération inscrite au titre du plan national de modernisation et de numérisation des services administratifs est

financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, a touché les antennes communales situées dans les zones rurales déshéritées de la wilaya. Les travaux de raccordement de 11 annexes communales au réseau de fibre optique sont en cours aux centres ruraux de neuf communes au titre de la 3^e tranche de la caisse précitée, enregistrant un taux d'avancement appréciable. Le même responsable a signalé l'achèvement, au premier semestre de l'année en cours, de l'installation de 16 stations de base d'internet haut débit (4G) à

travers 11 communes de la wilaya totalisant 8 012 abonnés, ajoutant que plus de 1 300 foyers ont été raccordés au réseau de téléphone fixe jusqu'à fin novembre dernier et 1 759 au réseau internet permettant d'atteindre 37362 abonnés aux deux services. Par ailleurs, il a annoncé le lancement en début d'année prochaine de la maintenance du réseau de fibre optique sur plus de 5 kilomètres au niveau des communes de Theniet El Had, Khemisti, Layoune, Tissemsilt, Ouled Bessam. A. O.

Bordj Bou Arreridj

60 logements d'astreinte au profit d'enseignants universitaires

Les clés de 60 logements d'astreinte ont été remises aux enseignants de l'université Mohamed El Bachir El Ibrahim de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a-t-on constaté. Ce quota fait partie d'un total de 160 habitations réalisées dans le cadre d'un programme «spécial», réservé aux enseignants universitaires, a précisé le recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Abdelhak Boubetra. La satisfaction des demandes enregistrées dans ce domaine dépasse 50%, a rappelé le même intervenant relevant qu'une mise à jour des demandes de logements se fait tous les trois mois. Il a ajouté que les demandes de logements

sont assainies sur la base des résultats du Fichier national du logement et sont exclus tout demandeur en possession d'un logement en son nom.

Organisée au siège de la wilaya, la cérémonie de distribution de ces clés a été présidée par le wali en présence des autorités locales, a-t-on signalé. F H/APS

Naâma

Lancement de la fourniture de plus de 60 000 qx d'orge subventionné aux éleveurs

Une opération de distribution de plus de 60 000 quintaux d'orge subventionné aux éleveurs de bétail a été lancée mardi dans la wilaya de Naâma, a-t-on appris de la chambre d'agriculture. Cette fourniture représentant un premier quota pour la saison en cours s'effectue au niveau des sections de céréales et d'appui de la production relevant

de l'Office interprofessionnel des céréales (unité de Mécheria) avec une moyenne de distribution suivant un calendrier fixé en collaboration avec la chambre agricole et la direction des services agricoles pour chaque daïra, a-t-on indiqué. L'opération de distribution de l'orge subventionnée par l'Etat se fait en étape, la première dans la wilaya cette sai-

son profitera à 1 300 éleveurs qui seront dotés d'une moyenne variant entre 500 et 600 grammes d'orge par tête ovine, a-t-on fait savoir. Plus de 3 000 éleveurs ont bénéficié de la quantité de 172 000 qx d'orge à la saison écoulée au niveau de l'unité de Mécheria relevant de l'Office interprofessionnel des céréales. R. R.

Réfugiés sahraouis

L'Union européenne octroie une aide de 1,3 million d'euros

■ L'Union européenne a octroyé une contribution de 1,3 million d'euros (1,4 million de dollars) au profit des réfugiés sahraouis se trouvant dans les camps près de Tindouf (Algérie), a annoncé mardi à Alger le bureau du Programme alimentaire mondial (PAM), précisant que cette aide est destinée à traiter et prévenir la malnutrition chez les enfants et les femmes réfugiés sahraouis.

Par Moncef G.

Dans un communiqué rendu public, le bureau du PAM a précisé que le soutien de l'UE aux activités de nutrition du Programme de l'Onu intervient à un moment clé, soutenant que la dernière enquête nutritionnelle, menée cette année conjointement par le PAM et le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) a révélé que les taux de malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants sahraouis réfugiés de moins de cinq ans ont atteint 7,6% en 2019 contre 4,7% en 2016.

L'enquête a également révélé que la moitié des enfants de moins de cinq ans et des femmes âgées de 15 à 49 ans souffrent d'anémie.

«La tendance à la malnutrition croissante dans les camps de réfugiés sahraouis est inquiétante car elle peut entraîner davantage de décès et de maladies», a déclaré Patrick Barbier, chef du bureau de la protection civile et de laide humanitaire en Algérie.

«Avec cette nouvelle subvention au PAM, l'UE veut s'assurer que les enfants et les mères réfugiés sont aidés et évitent des

souffrances inutiles. Les familles de réfugiés sahraouis peuvent continuer à compter sur l'UE pour un soutien humanitaire vital», poursuit-il.

Les fonds permettront au PAM de fournir aux enfants et aux femmes des produits nutritionnels spéciaux pour traiter et prévenir la malnutrition pour les 18 prochains mois. Il permettront aussi de promouvoir les habitudes alimentaires saines à travers une sensibilisation accrue à la nutrition et à des activités d'éducation, a-t-on souligné.

«Le PAM est reconnaissant de la généreuse contribution de la commission européenne à nos programmes de nutrition qui ont été chroniquement sous-financés dans le passé», a déclaré le représentant du PAM et directeur pays en Algérie, Imaad Khanfir.

«Le PAM a besoin d'un financement régulier et prévisible pour traiter et prévenir la malnutrition dans les camps de réfugiés à Tindouf», a-t-il ajouté.

Cette contribution s'ajoute, selon le communiqué, à une contribution de 4 millions d'euros (4,6 millions de dollars) cette année pour couvrir les besoins alimentaires de base de milliers de réfugiés sahraouis. L'Union



européenne est le principal donateur pour l'activité du PAM en appuie aux réfugiés sahraouis, couvrant 30% des fonds requis en 2019 pour cette opération.

Les réfugiés sahraouis vivent depuis 40 ans dans des conditions difficiles. Hébergées dans cinq camps de réfugiés près de la ville algérienne de Tindouf, les familles des réfugiés dépendent

principalement de l'assistance du PAM pour leurs besoins alimentaires, a-t-on rappelé.

La commission européenne est le plus grand donateur des activités du PAM en faveur des réfugiés sahraouis en Algérie. En 2019, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) a couvert 30% des besoins du financement du PAM pour cette opération.

Le PAM soutient les réfugiés du Sahara occidental en Algérie depuis 1986. Les opérations du PAM en Algérie sont menées et surveillées en collaboration avec des organisations nationales et internationales pour garantir que l'aide alimentaire parvienne aux personnes auxquelles elle est destinée, conclut-on.

M. G. /APS

Formation du gouvernement en Tunisie

Le Courant démocrate de retour à la table des négociations

Mohamed Ammar, membre du bureau politique du Courant démocrate en Tunisie, a indiqué mardi que «le parti a a priori accepté le retour à la table des négociations sur la formation du prochain gouvernement, et ce, après avoir reçu une proposition officielle du mouvement Ennahdha», a rapporté l'agence de presse TAP. Il a ajouté que son parti attend la convocation, par Habib Jemli, Chef du gouvernement désigné, de certains partis à l'instar de «Tahya Tounes», du mouvement Echaab, de la coalition Al-Karama et d'Ennahdha pour reprendre les concertations à la lumière des derniers développements, selon la TAP.

Le secrétaire général du parti, Mohamed Abbou, avait annoncé le 6 décembre que son parti se retirait complètement des consultations pour la formation du gouvernement et qu'il n'y participera pas, soulignant que les députés de son parti ne voteront pas pour le gouvernement Habib Jemli.

«Le Courant démocrate ne peut pas gouverner aux côtés d'Ennahdha, étant donné que toutes ses conceptions et ses objectifs ne reposent que sur ses propres intérêts», avait-il précisé.

Mohamed Ammar a, dans ce sens, relevé que le Courant démocrate n'a toujours pas confiance en Ennahdha, même après cette nouvelle proposition pour rejoindre le nouveau gouvernement. Le Courant démocrate reste attaché à ses demandes, a-t-il ajouté. D'après Mohamed Ammar, c'est l'imed Hammami,

membre du bureau exécutif d'Ennahdha, qui leur a présenté officiellement la nouvelle proposition.

Il a expliqué que le mouvement Ennahdha a proposé au Courant démocrate le portefeuille de la Réforme administrative et de la Justice avec le rattachement de l'appareil de la police judiciaire à ce département.

Ennahdha propose, aussi, au Courant démocrate «le droit de veto» sur le nom du ministre de l'Intérieur proposé ainsi que le poste de secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Le Courant démocrate a annoncé, lundi soir sur sa page officielle facebook, qu'il avait reçu «officiellement» une «nouvelle proposition», dans le cadre des tractations pour la formation du futur gouvernement menées par le chef du gouvernement Habib Jemli, sans mentionner le parti initiateur.

La BAD signe deux accords de financement pour un montant de 238 millions d'euros

Deux accords de garantie de financement ont été signés, mardi à Tunis, entre la République tunisienne et la Banque africaine de développement (BAD) pour un montant global de 238 millions d'euros, soit environ 753 millions de dinars tunisiens dans trois domaines phares à savoir l'électricité, le développement économique et les PME (petites et moyennes entreprises). Les deux accords ont été signés par le ministre tunisien des

Finances et ministre par intérim du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, Ridha Chalghoum et Yacine Fall, sous-directrice générale du bureau nord-africain de la BAD. La première ligne de financement, d'un montant de 138 millions d'euros, sera injectée dans un projet de transport d'électricité, qui vise à renforcer le réseau national de transport d'électricité en Tunisie, programmé dans le 13^e plan quinquennal de développement afin de couvrir la demande croissante en énergie électrique et contribuer au développement économique et social en plus de contribuer à mieux intégrer les énergies renouvelables et améliorer les services.

D'après une source au cabinet du ministre tunisien du Développement, de l'investissement et de la coopération internationale, ce projet se compose d'un certain nombre d'éléments, tels que le développement des infrastructures électriques et l'installation de lignes électriques aériennes et souterraines à haute tension outre le développement de systèmes de contrôle et de communication.

A noter que le coût total estimé de ce projet est de l'ordre de 992 millions de dinars, la Banque africaine de développement y contribuera à hauteur de 436 millions de dinars (138 millions d'euros) en plus d'une contribution de la Banque Islamique de Développement alors que le reste est autofinancé par la Société tunisienne d'électricité et de gaz (STEG).

Pour ce premier financement, la BAD a

déjà accordé des avantages préférentiels en faveur de la Tunisie dont un taux d'intérêt de 0,34% et une période de remboursement de 20 ans, dont 5 années de grâce, sachant que le projet sera achevé pendant la période 2020-2024. Quant à la deuxième ligne de financement, dont la valeur est de 100 millions d'euros, elle sera allouée au profit de la Banque de l'Habitat (BH, principale banque tunisienne spécialisée dans le logement et l'habitat) afin de soutenir et de financer les PME.

Ce second financement offrira aux entreprises tunisiennes des opportunités et des capacités pour faire progresser leurs potentiels de production et activer leur rôle dans les domaines économiques prioritaires de nature à contribuer dans le renforcement de leur compétitivité mais aussi pour améliorer la croissance du pays et les capacités de l'employabilité.

De même, ce financement bénéficie de conditions avantageuses, à savoir un taux d'intérêt de l'ordre de 0,36% et une période de remboursement de dix ans, dont trois années de grâce.

En marge de la cérémonie de signature, Yacine Fall a réitéré la volonté de la Banque africaine de développement de poursuivre et renforcer son appui à la Tunisie et l'accompagner dans la concrétisation de ses programmes et projets de développement prioritaires, capables de stimuler la croissance et de créer de plus grandes opportunités de progrès social.

Ilham B.



Liban

Sécurité renforcée autour des places de la contestation à Beyrouth

■ Les forces de l'ordre ont renforcé hier les mesures de sécurité autour des places où se déroulent les manifestations antigouvernementales dans le centre de Beyrouth, après plusieurs nuits de violences.

Par Rosa C.

Les mesures ont été prises à la suite d'une nuit calme dans la capitale libanaise, mais à la veille de consultations parlementaires, maintes fois reportées, pour choisir un nouveau Premier ministre. Au bord de l'effondrement économique, le Liban vit depuis le 17 octobre au rythme d'un soulèvement populaire inédit contre la classe dirigeante, accusée de corruption et d'incompétence. Avant l'aube, de gros parpaings ont été installés pour bloquer des routes latérales menant aux deux places du centre-ville, Riad al-Solh et celle des Martyrs, où ont lieu généralement les principales manifestations à Beyrouth, selon des correspondants de l'AFP sur place. Ces routes ont été utilisées ces derniers jours par des contre-manifestants pour attaquer les protestataires et les forces de sécurité. L'objectif est de permettre aux forces anti-



Ph. > D. R.

émeutes de protéger les manifestants et d'éviter les accrochages, a expliqué un officier sur place à l'AFP. Un petit nombre de manifestants se trouvent dans la journée sur ces places, la mobilisation étant en général faible en semaine par rapport au week-end, avec un semblant de normalité apporté par la reprise du

travail dans le secteur privé et une réouverture des banques et des écoles, fermées pendant les premières semaines de la contestation. Globalement paci-

fique, le mouvement de contestation a été marqué de samedi à mardi à l'aube par des heurts particulièrement violents entre manifestants antigouvernement-

aux et forces de l'ordre puis entre des partisans des mouvements chiites Hezbollah et Amal, qui ont attaqué des camps de manifestants, et les forces de sécurité. Le mouvement de contestation a entraîné la démission le 29 octobre du Premier ministre Rafic Hariri. Les manifestants veulent un gouvernement formé de technocrates et de personnalités indépendantes des partis traditionnels et refusent une reconduction de M. Hariri. En attendant, la crise économique et financière s'envenime dans ce pays dont environ le tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Sa dette publique culmine à plus de 87 milliards de dollars, soit 150% du PIB, l'un des taux les plus élevés au monde. R. C.



Commentaire

Courrier

Par Fouzia Mahmoudi

Si Donald Trump fait ces derniers temps la une des journaux pour ses nombreux dossiers internationaux, il n'en demeure pas moins que les Démocrates américains sont toujours sur le pied de guerre, bien déterminés à mener à bien la procédure de destitution visant le président Républicain. Ce dernier a ainsi accusé cette semaine la chef des Démocrates au Congrès, Nancy Pelosi, de «miner la démocratie» dans un courrier au vitriol publié à l'approche de son probable renvoi en procès en destitution. «En poursuivant cette mise en accusation infondée», «vous déclarez une guerre ouverte contre la démocratie américaine», a écrit le président américain dans un courrier officiel de six pages adressé à Nancy Pelosi. «L'histoire vous jugera sévèrement», lui prédit-il. La Chambre des représentants, contrôlée par les Démocrates, doit voter cette semaine sur deux chefs d'accusation retenus en commission contre Donald Trump: «abus de pouvoir» et «entrave à la bonne marche du Congrès». Le premier chef est «complètement fourbe, sans valeur et un produit de votre imagination», poursuit le locataire de la Maison-Blanche, qui est accusé d'avoir gelé une aide militaire destinée à Kiev afin de forcer le président ukrainien à annoncer une enquête sur Joe Biden, un de ses potentiels rivaux à la présidentielle de 2020. Reprenant les grandes lignes de sa défense, Donald Trump assure à nouveau que son échange avec le président Volodymyr Zelensky, l'appel téléphonique estival qui est au cœur de la procédure, était «totalement innocent» et qu'il n'a exercé «aucune pression» sur Kiev. Quant au deuxième chef d'accusation, il est, selon lui «absurde et dangereux». «Vous êtes incapable d'accepter le verdict des urnes lors de la grande élection de 2016», accuse encore le milliardaire new-yorkais, en se présentant comme la victime d'«investigations bidon», «de croisades vicieuses» depuis trois ans. En référence à un épisode sombre survenu aux États-Unis au XVIIe siècle, il estime avoir été moins bien traité dans la procédure en destitution que «les accusées dans les procès des sorcières de Salem». Pour lui, le vote à la Chambre n'est «rien de plus qu'une tentative de coup d'État illégale et partisane». Il devrait toutefois pouvoir compter sur la majorité Républicaine au Sénat, qui sera chargé de le juger, pour échapper à la destitution. Reste à savoir néanmoins si aucune mauvaise surprise n'attend Donald Trump qui à moins d'un an de la prochaine élection présidentielle voit ses adversaires politiques jouer leur va-tout pour le virer de la Maison-Blanche alors même que tous les sondages actuels prédisent une défaite quasi certaine au président Républicain en novembre 2020. Mais échaudés par les sondages qui se sont tous lourdement trompés en 2016 les Démocrates semblent décidés à ne prendre aucun risque et à tout faire pour se débarrasser de Trump avant que les Américains n'aient la possibilité de le réélire pour quatre nouvelles années. F. M.

Grande-Bretagne

Tony Blair étrille Corbyn et son «socialisme quasi-révolutionnaire»

L'ancien Premier ministre travailliste britannique Tony Blair a étrillé hier «l'indécision presque comique» du chef du parti Jeremy Corbyn sur le Brexit et son «socialisme quasi-révolutionnaire» au moment où se prépare la succession à la tête du Labour après sa défaite électorale historique. Lors d'un discours à Londres, Tony Blair, chef du gouvernement de 1997 à 2007, a estimé que le Labour risque d'être «remplacé» s'il ne parvient pas à se «renouveler» pour constituer une alternative crédible aux conservateurs. Le parti a subi aux législatives sa pire défaite depuis 1935. Avec le départ annoncé de Jeremy Corbyn se pose la question de son orientation, très à gauche ces dernières années. Ayant converti le Labour à un libéralisme assumé, Tony Blair, seul diri-

geant travailliste victorieux ces 45 dernières années, a dénoncé «dans cette élection du Brexit» l'échec du parti à «prendre une position claire et à s'y tenir» sur la question. Jeremy Corbyn a fait campagne en promettant de négocier un nouvel accord de Brexit qu'il soumettrait à un référendum face au maintien dans l'Union européenne, tout en restant «neutre» entre ces deux options. Selon Tony Blair, le Labour aurait dû accepter le résultat du référendum de 2016 – où 52% des Britanniques ont décidé de quitter l'UE – critiquer l'accord de Brexit du gouvernement et défendre plus fermement le fait que la «décision finale devait revenir au peuple». «Avec une autre direction» du parti, «nous aurions gardé davantage de votes dans les zones traditionnellement travaillistes», a-

t-il poursuivi, «la majorité de ceux qui votent Labour étant en fait pour le maintien» dans l'Union européenne. «Nous avons suivi un chemin d'indécision presque comique», a-t-il dénoncé. Selon lui, «politiquement», Jeremy Corbyn a été perçu «comme s'opposant fondamentalement à ce que le Royaume-Uni et les pays occidentaux défendent», il a incarné un «socialisme quasi-révolutionnaire» incapable de séduire l'électorat travailliste. Lors d'une réunion des travaillistes mardi soir, Jeremy Corbyn a fait face à la fureur de son camp, à qui il a présenté ses excuses pour le résultat des élections. Le parti doit se réunir en janvier pour définir le calendrier du départ du leader septuagénaire et de l'élection de son remplaçant.

Loi sur la citoyenneté en Inde

Rassemblements interdits dans des quartiers de Delhi

Les autorités indiennes ont interdit hier les rassemblements en plusieurs lieux de la capitale New Delhi, théâtre la veille d'échauffourées entre policiers et manifestants opposés à une loi sur la citoyenneté qui divise le géant d'Asie du Sud. Douze personnes ont été arrêtées mardi et des dizaines blessées en lien avec ce mouvement de contestation qui fait rage depuis la semaine dernière en Inde, l'un des plus amples depuis l'arrivée au pouvoir en 2014 des nationalistes hindous du Premier ministre Narendra Modi. Au lendemain de nouveaux heurts dans la capitale, qui ont vu les forces de l'ordre tirer des gaz lacrymogènes et des manifestants jeter des pierres, la police de Delhi a interdit les attroupements de plus de

quatre personnes dans plusieurs quartiers à majorité musulmane du nord-est de la mégapole. Au moins 21 personnes, dont 12 policiers, ont été blessées dans ces affrontements survenus dans la zone de Seelampur, a rapporté l'agence Press Trust of India. La police de Delhi a fait état de six personnes arrêtées pour participation à une émeute et actes de vandalisme. Six autres personnes ont été interpellées au Bengale occidental (est) pour avoir jeté un engin explosif sur des policiers à Howrah, ville jumelle de Calcutta. Responsable de la police de Howrah, Gaurav Sharma a indiqué à l'AFP que les membres de son personnel ont été attaqués alors qu'ils venaient arrêter des manifestants en train de vandali-

ser une gare ferroviaire. Le Premier ministre Narendra Modi a accusé l'opposition de «répandre la violence et de créer un environnement de peur». Pour ses détracteurs, le Citizenship Amendment Act (CAA) inscrit dans la loi la volonté et la tendance générale des nationalistes hindous à marginaliser les musulmans en Inde. Voté par le Parlement indien la semaine dernière, le texte facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan, mais à la condition qu'ils ne soient pas musulmans. De nouvelles manifestations sont prévues plus tard dans la journée dans plusieurs États d'Inde, dont le Tamil Nadu, le Kerala, l'Andhra Pradesh et le Gujarat.

Cinéma

Le cinéaste Cherif Aggoune n'est plus

■ En 2013 Cherif Aggoune revient au-devant de la scène cinématographique algérienne avec son premier long métrage «L'héroïne», qui relate un drame familial durant la décennie de violences terroristes.

Par Adéla S.

Le cinéaste Cherif Aggoune, réalisateur d'un des premiers courts-métrages en tamazight est décédé mardi soir à Paris, foudroyé par une crise cardiaque à l'âge de 68 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Né en 1951, Cherif Aggoune avait entamé des études de physique à l'université d'Alger qu'il ira poursuivre en France avant de s'inscrire en 1978 à l'École supérieure des études cinématographiques à Paris.

Il retourne en Algérie en 1981 et intègre la Télévision nationale en tant que premier assistant réalisateur.

En 1990, il réalise le court métrage «Tagara Lejnun» (La fin des djinns), un des premiers films en tamazight.

En 2013 Cherif Aggoune revient au devant de la scène cinématographique algérienne avec son premier long métrage «L'héroïne», qui relate un drame familial durant la décennie de violences terroristes. Ce film se veut un hommage aux victimes du terrorisme et aux femmes combattantes.

Pour son unique long métrage de fiction, Cherif Aggoune a également signé le scénario de cette première partie d'une trilogie cinématographique sur la décennie noire qu'il avait annoncée.

A. S./APS

Condoléances

Profondément affligé par la perte subite et cruelle de son ami **CHÉRIF AGGOUNE**, Nadjib Stambouli présente à sa famille et à tous ses proches du cinéma algérien, ses condoléances attristées. Que Dieu accueille le défunt en Son vaste paradis.



Théâtre amazigh

Les premières Journées nationales débutent au TNA

Des troupes de théâtre d'Alger, de Tizi Ouzou et de Béjaïa prennent part à la première édition des Journées nationales du théâtre amazigh qui a débuté mercredi à Alger avec au programme des productions réalisées en 2019. Programmées au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna), ces journées verront se succéder jusqu'au 23 décembre cinq représentations à raison d'une pièce de théâtre par jour. Les Aurès sont absents à ces journées, les troupes de la région n'ayant pas de nouveaux spectacles à proposer, selon le TNA. Intervenant à quelques jours de

la célébration de Yennayer 2969 (12 janvier 2020) du calendrier berbère, ces journées sont «une manière de traduire dans les faits» et par l'art

la consécration de tamazight comme langue nationale et officielle, a indiqué à l'APS Mohamed Yahiaoui, directeur du TNA. Parmi les pièces atten-

dues lors de ces journées «Anag wis sebea» (TR-Tizi-Ouzou), «Cfawa» (association «Thagherma» de Béjaïa) et «Adoulane, adoulane» (TNA,

Alger). Une conférence sur le thème du théâtre amazigh, animée par des universitaires, est au programme de ces journées. **Racim C.**

Mascara

Ouverture des journées d'arts plastiques «Abdelkader Guermaz»

La 11^e édition des journées d'arts plastiques «Abdelkader Guermaz» s'est ouverte mardi à la maison de la culture «Abi Ras Ennaciri» de Mascara. Cette manifestation artistique de trois jours, organisée au hall du nouveau siège de la maison de la culture sous le slogan «Créativité aux couleurs

du pays», enregistre la participation de 36 plasticiens de 32 wilaya du pays, a indiqué le directeur de cet établissement culturel Seghiri Sid Ahmed. Cette exposition étale plus de 100 tableaux d'artistes traitant de divers thèmes, de portraits de personnalités historiques et autres de fiction, a-t-il souligné,

faisant savoir que des ateliers de formation sont prévus au profit d'artistes plasticiens amateurs surtout des élèves adhérents à l'atelier de dessin de la maison de la culture, encadrés par des enseignants en dessin. Des visites à des sites archéologiques et historiques de la wilaya de Mascara seront organisées

en faveur des artistes hôtes, à savoir notamment des monuments de la résistance de l'Emir Abdelkader contre l'occupant français dont le site de l'arbre de Dardara dans la commune de Ghriiss, la Smala (zemala) dans la commune de Sidi Kada, la zaouia de Sidi Mohieddine, père de l'Emir Abdelkader à El Guetna, le siège du commandement et le tribunal (Mahkama) de l'Emir à Mascara, ainsi que le site archéologique «l'Amiral» dans la commune de Beniane remontant à l'époque romaine. Abdelkader Guermaz, auquel l'exposition est dédiée depuis 2006, est né en 1919 à Mascara. Il a séjourné à Oran où il a suivi des études à l'école des Beaux-arts entre 1937 et 1940 avant de s'installer à Paris (France). Il est décédé en 1996. **Yanis G.**

Mila

57 participants au Salon national de la photographie

Les services de la maison de la culture M'barek-El Mili de la wilaya de Mila ont sélectionné 57 photographes, entre professionnels et amateurs, pour participer à la 8^e édition du Salon national de la photographie organisé chaque année par cette structure, a affirmé, mardi, le chef du service de l'animation culturelle Tayeb Bouchateh.

La même source a indiqué à l'APS que, depuis l'ouverture à la participation à cette édition, qui sera accueillie par la maison de la Culture de Mila du 24 au 26 décembre, 110 demandes ont été reçues de différentes wilayas du pays.

Après avoir étudié ces demandes de participation, le comité de sélection a choisi 57 amateurs et professionnels de photographie, a précisé le même responsable, qui a ajouté que les

services de la Maison de la Culture ont entamé à présent l'opération de confirmation de participation pour finaliser la liste des participants à cette nouvelle édition, placée sous le slogan «Image, art et culture».

Le programme de cette manifestation comprend une exposi-

tion de photographies prises par les participants, 3 ateliers pratiques au profit des participants, encadrés par des artistes spécialisés en photographie, dont un atelier sur le terrain pour prendre des photographies de monuments de l'ancienne ville de Mila et des paysages de la région du

barrage de Beni Haroun.

Les résultats des concours de la meilleure photographie expressive et le prix de la meilleure exposition et le prix du jury seront connus lors de la clôture de cette manifestation.

Hani Y.

Théâtre régional de Constantine

Générale aujourd'hui de la pièce «Laâbet el Arche»

La générale de la nouvelle production du théâtre régional Mahmoud-Tricki de Guelma, «Laâbet el Arche» (Le jeu du trône), sera présentée jeudi au théâtre régional «Mohamed-Tahar Fergani» de Constantine, a-t-on appris, mardi, du directeur du théâtre de Guelma, Rachid Djrourou. Ecrite par Rabah Houadef et mise en scène par Mohamed Islam Abbès, cette nouvelle pièce s'inscrit dans le cadre de la production de l'année 2019, a indiqué, à l'APS, le directeur

de théâtre régional de Guelma, ajoutant que cette œuvre traite des conflits de pouvoir dans un royaume imaginaire et du rôle joué par l'élite intellectuelle qui tire les ficelles de toutes ces rivalités. «Laâbet el Arche» a recours à un langage simple reflétant notre patrimoine immatériel local, et ce, à travers l'utilisation de la poésie populaire et d'expression proverbiale bien ancrée de notre mémoire collective», a-t-il révélé. Mettant sous les feux de la rampe 6 comédiens bien

connus du monde du quatrième art à Guelma, cette nouvelle pièce espère bien trouver un écho favorable auprès des amateurs de théâtre grâce à son esthétique bien léchée, a-t-il encore affirmé. Rachid Djrourou a par ailleurs expliqué que le choix a été porté sur le théâtre régional «Mohamed Tahar El Fergani» de Constantine pour cette générale, étant donné que le théâtre de Guelma fait actuellement l'objet d'importants travaux de rénovation. **L. O.**



Tennis de table/Championnat nord-africain Les Algériens visent l'or à Oran

LA SÉLECTION algérienne de tennis de table seniors (hommes et dames) visera l'or par équipes et en individuel lors du championnat nord-africain qui sera ouvert à Oran vendredi, a indiqué l'entraîneur national. «Nos ambitions sont grandes pour décrocher l'or, aussi bien en individuel que par équipes, d'autant que cette épreuve aura lieu dans notre pays», a déclaré à l'APS le premier responsable technique de l'équipe nationale, Hocine Rebaï. L'enjeu dans cette épreuve d'Oran, qui aura pour théâtre la salle omnisports Akid-Loffi, est de taille, dans la mesure où elle est qualificative pour le Top 16 africain, en février prochain à Tunis, qui donne accès pour le dernier tour qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo (JO-2020). «Mes pongistes sont tous animés d'une grande volonté pour réussir un bon coup, même si la concurrence sera très rude, sachant que les pays nord-africains, à l'image de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, sont considérés parmi les meilleurs en Afrique dans cette discipline», a reconnu le sélectionneur national. En stage à Alger depuis le début de cette semaine, les capés de Rebaï rejoindront la capitale de l'Ouest du pays la veille du coup d'envoi de la compétition. Le groupe

composé jusque-là de six pongistes (3 hommes et 3 dames) sera complété mercredi par l'arrivée de deux compatriotes évoluant en France, a encore informé Hocine Rebaï dont ce sera la première sortie avec l'équipe nationale seniors après avoir remplacé, il y a quelque temps, Mustapha Belahcen, promu Directeur technique national. C'est surtout sur le pongiste Samy Khrouf, médaillé d'or en double lors des précédents Jeux africains (JA) à Rabat (Maroc) et troisième au cours de la précédente édition de la Coupe d'Afrique, organisée au Nigeria, que le sélectionneur national table le plus, a encore affirmé ce dernier, qui espère également voir l'équipe des dames s'illustrer après avoir décroché le bronze au cours des précédents JA. Outre l'Algérie, pays organisateur, cinq autres sélections représentant l'Égypte, champion d'Afrique en titre, la Tunisie, la Libye, le Maroc et la Mauritanie, prendront part au tournoi, rappelle-t-on. La compétition débutera par les éliminatoires par équipes, vendredi matin, alors que les finales auront lieu le lendemain. Le même jour verra le déroulement des éliminatoires des épreuves individuelles avant que le championnat ne soit clôturé dimanche par les finales.

Jeux méditerranéens de 2021 de voile Les séries Optimist et Bic-Techno en préparation à Oran

LES SÉLECTIONS algériennes des séries Optimist et Bic-Techno prendront part au Festival national des jeunes talents, prévu du 27 au 30 décembre courant dans la station balnéaire d'Aïn Turk (Oran), a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de voile (FAV). Une compétition qui s'intègre dans le cadre de la préparation de ces jeunes athlètes en vue des prochains Jeux

Méditerranéens, prévus en 2021 à Oran. Ce Festival des jeunes talents est organisé par la Ligue de voile d'Oran, sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline. La sélection nationale de la série Bic-Techno, dirigée par le coach Kheireddine Boussaha, se trouve actuellement en Tunisie, pour prendre part aux Championnats d'Afrique 2019, qui se déroulent du 16 au 22 décembre à Djerba.

Union arabe d'haltérophilie Djamel Dahmoune élu au bureau exécutif

L'ALGÉRIEN Djamel Dahmoune a été élu au bureau exécutif de l'Union arabe d'haltérophilie (UAH) pour le mandat 2020-2024, lors du congrès tenu à Amman (Jordanie), en marge du Championnat arabe des jeunes (garçons et filles) qui a pris fin lundi. Avec la participation des représentants des pays membres, Dahmoune a rejoint le bureau de l'UAH aux côtés de l'émirati Fayçal Al Hamadi, du Libyen Abdelmounaim Souf Aljijn, du Syrien Houssine Al Cheikh et de Khaled Alouadja qui intègre le bureau exécutif par le biais du poste permanent de la Palestine, décidé par le Conseil d'administration de l'Union arabe d'haltérophilie. Les membres de l'Assemblée générale présents aux travaux du congrès de l'UAH ont plébiscité à la présidence le Qatar Mohamed Manaa pour un autre mandat, au même titre que les autres membres de son bureau: Azam Alzaabi (Jordanie),

Mohamed Mezaal (Irak), Mohamed Al Harbi (Arabie Saoudite), Talal Aljasser (Koweït), Saïd Alghamashi (Oman) et Sultan Alghanem (Bahreïn). Le Libyen Ahmed Al Mesrati est, quant à lui, président d'honneur de l'Union. Le fait marquant du congrès électif de l'UAH est l'exclusion de l'Égypte de tout poste au bureau exécutif pour la première fois depuis la création de l'Union dans les années 1960.

Sur décisions de la LFP USM Annaba- AS Khroub à huis clos

LE MATCH USM Annaba-AS Khroub comptant pour la 15^e et dernière journée de la phase aller du championnat de Ligue 2 prévu le samedi 21 décembre se jouera à huis clos, a indiqué mardi la Ligue de football pro-

Après les derniers couacs Zetchi dément une mésentente avec Medouar

■ Le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, a démenti toute mésentente avec le patron de la LFP, Abdelkrim Medouar, précisant que ce qui s'est passé n'alternera pas les relations entre les deux parties, faisant référence à l'incident de la programmation de la 14^e journée de la Ligue 1 et les 1/32^e de finale de la Coupe d'Algérie de football, pour le même jour, à savoir le 21 décembre.



Zetchi ne garde pas rancune contre Medouar

Par Mahfoud M.

Zetchi avouera qu'il s'agissait d'une erreur ni plus ni moins, et qu'elle a été tout de suite corrigée en décalant les matchs de la Coupe pour cinq jours. Le premier responsable de la FAF a affirmé qu'il comprend qu'il y ait, de temps à autre, ce genre de choses, avec la forte pression que subit la LFP qui se doit de caser les rencontres des différentes journées de la Ligue 1 et II, en plus des matchs en retard des formations qui disputent les compétitions internationales. «La

Ligue fait ce qu'il faut et se donne à fond et il faut lui être reconnaissant pour cela», dira Zetchi qui ne dément pas qu'il y a quelques petits désaccords entre les deux institutions mais que cela arrive partout ailleurs. Il pense que d'autres désaccords pourraient être constatés, mais cela ne risque pas d'altérer la relation entre personnes. Par ailleurs et sur un autre volet, la Ligue tentera de trouver une solution pour les clubs qui souffrent de problèmes financiers, notamment en leur accordant les sommes des droits TV, en plus d'une promesse de payer aussi les

joueurs pour le naming de Mobilis, ce qui peut être considéré comme une réelle bouffée d'oxygène étant donné les difficultés qu'il rencontre ces derniers jours, surtout qu'ils n'arrivent pas à payer les arriérés de leurs joueurs. Toutefois, cela ne règlera pas définitivement le problème financier chez les clubs qui doivent investir comme il se doit, surtout dans le domaine de la formation pour éviter de verser, à chaque fois, des sommes colossales comme salaires pour les joueurs.

M. M.

Ligue 1 Cinq matchs sans victoire, le NAHD dans le rouge

Battu lundi à domicile dans le derby face au Paradou AC (1-3), le NA Hussein-Dey a enchaîné une troisième défaite de suite, et se retrouve reléguable pour la première fois depuis le début de la Ligue 1 de football, au terme de la 14^e journée de la compétition. Et pourtant, la direction du club «sang et or» croyait apporter le délice en engageant les services de l'entraîneur Lakhdar Adjali, en rem-

placement d'Arezki Remane, limogé au terme de la défaite concédée face au MC Alger (3-0) lors de la 8^e journée. Finalement, les bons résultats n'ont pas suivi pour les Algérois, qui restent sur une mauvaise série de cinq matchs sans la moindre victoire, ce qui a fait reléguer le Nasria à une triste 15^e et avant dernière place au tableau, à une longueur d'avance de la lanterne rouge le PAC, qui compte quant à lui quatre matchs de plus à disputer. Le NAHD pourrait tout simplement se retrouver bon dernier, à l'issue de la première phase du championnat, au moment où Adjali s'en est lavé les mains, se disant «non responsable» de cette situation catastrophique. «Notre équipe traverse une mauvaise passe, mais je suis venu en tant que pompier et pour aider mon club de toujours, je ne suis nullement

responsable de la situation dans laquelle se trouve le NAHD. Concernant mon avenir, je vais discuter avec les dirigeants et trancher par la suite», a réagi Adjali à l'issue de la partie. Les statistiques affichées jusque-là par les coéquipiers du buteur maison Redouane Zerdoum ne plaident pas en leur faveur, eux qui ont inscrit 9 buts seulement et encaissés 16 en 14 matchs. Lors de la 15^e journée, marquant la fin de la phase aller, le NAHD aura à effectuer un déplacement périlleux à Biskra pour affronter un concurrent direct pour le maintien l'USB (13^e, 14 pts) samedi prochain. En Coupe d'Algérie, le NAHD se déplacera à Guelma pour défier le jeudi 26 décembre l'AB Sabath (Régionale 1), dans le cadre des 1/32^e de finale de l'épreuve populaire.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Des établissements baptisés aux noms des personnalités culturelles et artistiques

PLUSIEURS établissements culturels de la wilaya de Tizi Ouzou seront baptisés aux noms des personnalités culturelles et artistiques ayant marqué la culture algérienne, a indiqué hier un communiqué de la direction locale de la culture. Il s'agit de l'Ecole régionale des Beaux-Arts d'Azazga nom de M'hamed Issiakhem, du théâtre de Verdure, commune de Tizi-Ouzou au nom de Mohia Abdallah, de la bibliothèque semi urbaine de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de

Tizi-Ouzou au nom de Boulifa Si Amar Ou Said, de la bibliothèque semi-urbaine de Beni Douala au nom de Mouloud Feraoun, de la bibliothèque semi-urbaine d'Illiten au nom de Taleb Rabah, de la salle de lecture du village Agouni Issad de la commune d'Ait Yahia au nom de Cheikh Si Mohand Oulhoucine, de la salle de lecture du village Icherdiouene decommune Beni Douala au nom de Imache Amar, précise la même source.

Hamid M.

Librairie Point virgule

Rencontre avec Nedjai et Aroua

MUSTAPHA NEDJAI, auteur et artiste peintre, nous fera l'honneur et le grand plaisir d'être parmi nous, samedi 21 décembre à 14h, pour présenter son dernier ouvrage « Art ou pas Art...La transgression frivole... »

Mahmoud Aroua, médecin anesthésiste-réanima-

teur, passionné de littérature, de poésie et d'histoire de la médecine, nous fera l'honneur et le plaisir d'être parmi nous, samedi 21 décembre à 14h pour présenter son dernier ouvrage «*Sentiments sous anesthésie*».

Soyez nombreux (ses)

Résidence Nour, 7 rue de l'abattoir, Chéraga, Alger.

La grève des transports se poursuit en France



Djalou@hotmail.com

Sécurité routière à Béjaïa

32 accidents et 3 décès enregistrés le mois dernier

LES ACCIDENTS de la route ont fait 3 décès durant le mois de novembre dernier. C'est ce qui ressort du bilan de la sûreté de wilaya. En effet, «*ce sont au total 32 d'accidents de la circulation routière et 31 blessés qui ont été enregistrés le mois de novembre dernier dans la wilaya de Béjaïa*», selon un bilan qui nous a été transmis par la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Dans le même sillage, il est fait état de 1 184 contraventions, dont 126 dressées à l'en-

contre des motards, en majorité, pour non-port de casques de sécurité, absence de papiers, manœuvres dangereuses en sus de 51 délits pour cause d'absence d'attestation d'assurance. Aussi, 325 retraits de permis, dont 108 ont été effectués à l'encontre des motocyclistes, comme il a été mis en fourrière 07 véhicules et 06 motos. Quelque 10 273 véhicules et 150 motos ont été contrôlés en sus de 08 sorties radars au cours desquelles il a été rédigé 63

contraventions pour excès de vitesse. Par ailleurs, un motocycliste âgé de 50 ans a été percuté hier par un automobiliste de marque Nissan bâchée sur la RN 26 à Rémila, commune de Sidi-Aïch. Le corps de la victime qui est décédé sur le coup, a été évacué par les agents de la Protection civile à la morgue de l'hôpital de Sidi-Aïch. Une enquête est ouverte par les services de la Gendarmerie nationale sur les circonstances de cet accident. H.C.

Publicité

idoom Internet

Nouvelle
Tarification
d'Internet

Nouveau

4 Mb/s
~~3200 DA~~
2599 DA

8 Mb/s
~~5000 DA~~
3599 DA

La nouvelle tarification concerne les clients IDOOM ADSL et IDOOM FIBRE.

www.algeriatelecom.dz

